

Investissements privés et publics

Avril 2021

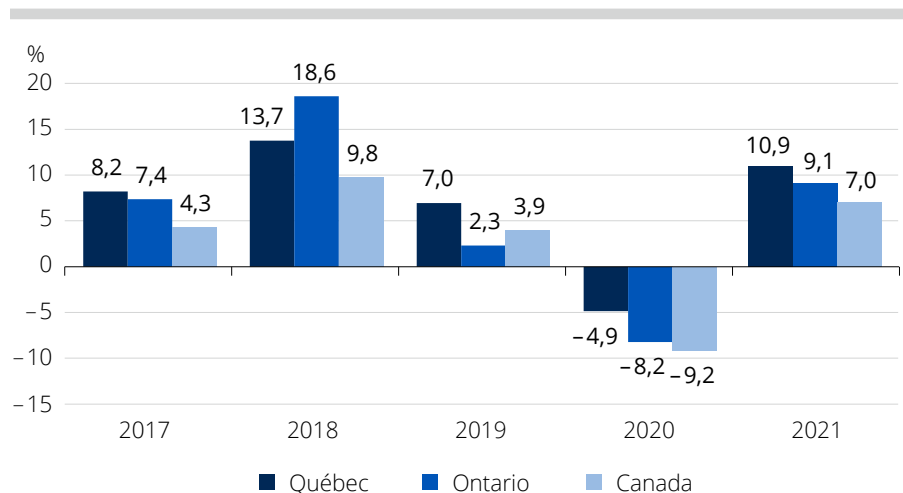
Perspectives québécoises 2021

Par Guillaume Marchand

Le présent bulletin fournit les estimations 2021 (intentions) des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété (privée et publique), l'industrie (biens et services) et l'actif (construction ; matériel et outillage) pour l'ensemble du Québec. Ces estimations sont produites à partir de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada diffusée le 26 février 2021. De plus, ce bulletin expose les estimations 2019 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles pour chaque catégorie d'actifs détaillée et pour les dépenses en immobilisations incorporelles en logiciel, les estimations 2020 des dépenses en construction résidentielle ainsi que les intentions 2021 pour les dépenses en immobilisations incorporelles dans la prospection pétrolière, gazière et minérale. Finalement, la publication présente les différences entre les données réelles, provisoires et perspectives à partir des diffusions de 2020 et 2021.

Figure 1

Variations annuelles des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, Québec, Ontario et Canada, 2017 à 2021



Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Selon les intentions 2021, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles devraient atteindre 48,3 milliards de dollars au Québec, une hausse de 10,9 % par rapport à 2020. Il s'agirait d'une croissance supérieure à celle attendue au Canada (7,0 % en 2021). En 2019 et 2020, ces dépenses ont augmenté de 7,0 % et diminué de 4,9 % au Québec, alors qu'elles ont progressé de 3,9 % et baissé de 9,2 % au Canada.

Hausse de l'investissement privé et public non résidentiel en 2021

Les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées au Québec devraient atteindre 21,7 G\$ en 2021 en raison d'une hausse attendue de 7,5 % par rapport à 2020 (voir le tableau 1). Cette hausse s'observerait autant dans les dépenses en construction (+ 9,9 %) que dans celles en matériel et outillage (+ 5,6 %). Malgré cette hausse, le niveau des intentions reste inférieur aux 23,4 G\$ dépensés en 2019.

Du côté des dépenses en immobilisations de propriété publique, la croissance anticipée pour 2021 est de 13,8 %, à la suite d'une hausse de 4,5 % en 2020. La variation annuelle en 2021 serait attribuable essentiellement aux dépenses en construction qui augmenteraient de 16,1 %. En 2020, elles s'expliqueraient principalement par une hausse de 19,0 % des dépenses en matériel et outillage.

Accroissement de 11,8 % des dépenses en immobilisations des industries productrices de biens

Dans les industries productrices de biens, les dépenses en immobilisations se chiffrent à 15,2 G\$ en 2021, une augmentation de 11,8 % par rapport à 2020 (voir le tableau 2). Les intentions de dépenses en construction seraient en hausse de 15,3 %, et celles en matériel et outillage, de 7,3 %. Les dépenses de ces industries restent en deçà du sommet de 16,3 G\$ observé en 2012.

Dans le secteur de la fabrication, les dépenses en immobilisations devraient connaître une faible hausse de 0,8 % et atteindre 4,8 G\$ en 2021, soit 557,7 M\$ de moins qu'en 2019 (voir le tableau 3). La croissance annuelle des dépenses en immobilisations des sous-secteurs de la fabrication d'aliments devrait se chiffrer à 31,9 %. Celle de la fabrication de boissons et de produits du tabac ainsi que celle de la fabrication du papier afficheraient des baisses de 29,1 % et 4,8 %, respectivement. Malgré cela, les niveaux de dépenses de ces deux sous-secteurs devraient être supérieurs à

ceux observés en 2019. Également, les dépenses de la fabrication de produits du pétrole et du charbon diminueraient de 39,1 % en 2020 et de 13,3 % en 2021.

En 2021, le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse enregistrerait une baisse annuelle de 9,4 % de ses dépenses en immobilisations, qui se chiffrent à 1,0 G\$ (tableau 2). Cette valeur est de 26,7 % inférieure au sommet de 2019 (1,4 G\$). À la suite d'une baisse de 15,1 % en 2020, la croissance annuelle des dépenses en immobilisations du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz en 2021 devrait être de 24,7 % et atteindre 2,1 G\$. Le secteur des services publics devrait présenter une croissance annuelle de 24,8 % en 2021, tant en construction qu'en matériel et outillage, pour atteindre 6,0 G\$ de dépenses en immobilisations. Il s'agirait d'un montant inférieur à celui de 7,2 G\$ observé en 2013.

Tableau 1

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété, ensemble du Québec, 2017 à 2021

	2017	2018	2019	2020 ^p	2021 ⁱ	Variation	
						2020/2019	2021/2020
	M\$					%	
Privé	18 777,9	20 651,2	23 403,3	20 180,4**	21 689,9	- 13,8	7,5
Construction non résidentielle	8 116,0	8 552,4	9 930,6	8 992,7**	9 879,4*	- 9,4	9,9
Matériel et outillage	10 661,9	12 098,7	13 472,7	11 187,7	11 810,5	- 17,0	5,6
Public	18 851,7	22 151,4	22 378,8	23 375,8	26 604,0	4,5	13,8
Construction non résidentielle	15 364,1	18 007,5	18 733,6	19 038,5	22 106,7	1,6	16,1
Matériel et outillage	3 487,5	4 143,9	3 645,2	4 337,3	4 497,3	19,0	3,7
Ensemble des industries	37 629,6	42 802,6	45 782,1	43 556,2*	48 293,9	- 4,9	10,9
Construction non résidentielle	23 480,1	26 559,9	28 664,2	28 031,2	31 986,1	- 2,2	14,1
Matériel et outillage	14 149,4	16 242,7	17 117,9	15 525,0	16 307,8	- 9,3	5,0

^p Données provisoires.

ⁱ Intentions.

* Passable.

** Donnée à utiliser avec prudence.

Notes : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Les dépenses des sous-secteurs suivants sont exclues : Ménages privés (814), Administrations publiques autochtones (914) et Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux (919).

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles par industrie (SCIAN), ensemble du Québec, 2017 à 2021

Industrie (SCIAN ¹)	2017	2018	2019	2020 ^p	2021 ⁱ	Variation	
						2020/2019	2021/2020
	M\$					%	
Industries productrices de biens (11-33)	13 635,2	13 127,9	14 826,7	13 635,7	15 239,3	- 8,0	11,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	950,1	1 050,4*	1 358,9	1 099,5	996,3	- 19,1	- 9,4
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (21)	1 767,2	2 034,7	1 980,1	1 682,0	2 097,7	- 15,1	24,7
Services publics (22)	5 762,5	4 536,1	4 741,1	4 799,3**	5 987,8	1,2	24,8
Construction (23)	1 306,2	1 315,1	1 368,0	1 271,8	1 336,6	- 7,0	5,1
Fabrication (31-33)	3 849,2	4 191,6*	5 378,6	4 783,1	4 820,9*	- 11,1	0,8
Industries productrices de services (41-91)	23 994,3	29 674,7	30 955,4	29 920,5	33 054,6	- 3,3	10,5
Commerce de gros (41)	574,0	892,0**	969,4**	900,7**	743,5	- 7,1	- 17,5
Commerce de détail (44-45)	1 242,9	1 245,3*	F	1 179,9**	1 180,9**	..	0,1
Transport et entreposage (48-49)	3 654,0	5 165,0	5 668,8	6 210,7	7 440,0	9,6	19,8
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	2 385,9	2 563,9	2 471,4**	2 391,1	2 403,0**	- 3,2	0,5
Finance et assurances (52)	467,5	446,0**	535,1*	388,7*	447,4**	- 27,4	15,1
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	2 392,3	2 478,6*	2 728,8**	F	2 263,0**	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques (54)	597,3	492,8**	670,4**	582,5*	626,0**	- 13,1	7,5
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	x	137,3**	129,0	118,7	114,9	- 8,0	- 3,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)	x	357,2**	488,1**	370,3*	439,0**	- 24,1	18,6
Services d'enseignement (61)	2 041,3	2 483,4	2 680,5	2 947,7**	3 538,6	10,0	20,0
Soins de santé et assistance sociale (62)	1 618,5	2 351,2	2 273,0	2 795,6**	2 957,1	23,0	5,8
Arts, spectacles et loisirs (71)	436,8	512,5**	614,5*	522,0**	559,5	- 15,1	7,2
Hébergement et services de restauration (72)	622,2*	822,5**	687,9**	536,7**	482,4**	- 22,0	- 10,1
Autres services (sauf les administrations publiques) (81) ²	x	F	F	200,1	F	..	..
Administrations publiques (91) ³	7 451,8*	9 406,0	9 457,4	8 871,7	9 682,6	- 6,2	9,1
Ensemble des industries	37 629,6	42 802,6	45 782,1	43 556,2*	48 293,9	- 4,9	10,9

.. Donnée non disponible.

p Données provisoires.

i Intentions.

x Donnée confidentielle.

* Donnée passable.

** Donnée à utiliser avec prudence.

F Donnée peu fiable, ne peut être publiée.

1. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de Statistique Canada.

2. Les dépenses du sous-secteur « Ménages privés (814) » sont exclues de ce secteur.

3. Les dépenses des sous-secteurs « Administrations publiques autochtones (914) » et « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux (919) » sont exclues de secteur.

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Dépenses en immobilisations des sous-secteurs de la fabrication, ensemble du Québec, 2017 à 2021

Industrie (SCIAN ¹)	2017	2018	2019	2020 ^p	2021 ⁱ	Variation	
						2020/2019	2021/2020
	M\$					%	
Fabrication (31-33)	3 849,2	4 191,6*	5 378,6	4 783,1	4 820,9*	- 11,1	0,8
Fabrication d'aliments (311)	322,0**	521,6*	708,6**	613,8*	809,6*	- 13,4	31,9
Fabrication de boissons et de produits du tabac (312)	128,2	122,0	320,0	622,8**	441,8**	94,6	- 29,1
Usines de textiles (313)	10,1**	F	F	9,4**	15,5**	..	64,9
Usines de produits textiles (314)	5,2*	4,1**	11,8**	F	F	..	..
Fabrication de vêtements (315)	14,1*	F	20,4**	25,1**	12,3**	23,0	- 51,0
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues (316)	0,1	0,2	-	-	-	..	..
Fabrication de produits en bois (321)	244,3**	275,3**	342,4*	F	203,0**	..	..
Fabrication du papier (322)	194,4*	205,9	277,0	442,2	420,8	59,6	- 4,8
Impression et activités connexes de soutien (323)	45,2**	F	41,1**	21,9*	20,4**	- 46,7	- 6,8
Fabrication de produits du pétrole et du charbon (324)	214,7	338,6**	317,4	193,4	167,6	- 39,1	- 13,3
Fabrication de produits chimiques (325)	273,7**	303,3*	449,9*	295,1	320,2*	- 34,4	8,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (326)	266,9**	F	240,4**	226,4*	270,7**	- 5,8	19,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques (327)	397,7	F	202,5*	167,6**	197,0**	- 17,2	17,5
Première transformation des métaux (331)	603,1**	809,0	1 075,5*	885,7	935,0	- 17,6	5,6
Fabrication de produits métalliques (332)	307,2**	F	352,0**	336,4**	245,4**	- 4,4	- 27,1
Fabrication de machines (333)	232,1**	F	234,0**	142,5**	160,0**	- 39,1	12,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques (334)	57,4**	F	F	73,6**	59,2**	..	- 19,6
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (335)	65,7**	44,7**	F	35,6**	37,5**	..	5,3
Fabrication de matériel de transport (336)	347,6*	480,4**	381,5**	309,1	330,5**	- 19,0	6,9
Fabrication de meubles et de produits connexes (337)	56,9**	F	F	75,9**	101,4**	..	33,6
Activités diverses de fabrication (339)	62,6**	51,0**	79,1**	78,4**	F	- 0,9	..

.. Donnée non disponible.

p Données provisoires.

i Intentions.

x Donnée confidentielle.

* Donnée passable.

** Donnée à utiliser avec prudence.

F Donnée peu fiable, ne peut être publiée.

1. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de Statistique Canada.

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Croissance de 10,5% des investissements dans les industries productrices de services

Les dépenses de l'ensemble des industries productrices de services devraient croître de 10,5 % en 2021 par rapport à 2020, pour atteindre 33,1 G\$ (voir le tableau 2). En 2021, la tendance à la hausse observée depuis 2010 devrait se poursuivre pour le secteur du transport et de l'entreposage, deuxième industrie productrice de services en importance, qui devrait atteindre un sommet à 7,4 G\$ de dépenses en immobilisations (+ 19,8 %). Elle est principalement alimentée par le sous-secteur du transport en commun et du transport terrestre de voyageurs.

Le secteur des services d'enseignement connaîtrait une cinquième hausse consécutive de ses dépenses en immobilisations en 2021 avec 3,5 G\$ (+ 20,0 %). Les dépenses du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale afficheraient une hausse annuelle de 5,8 % pour se situer à 3,0 G\$ en 2021.

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques, principal secteur dans les industries productrices de services, devraient augmenter de 9,1% en 2021 pour se chiffrer à 9,7 G\$. Après une baisse de 60,2 %

en 2020, les dépenses en immobilisations de l'administration publique fédérale seraient en hausse de 23,0 % et se situeraient à 946,0 M\$ en 2021. Les administrations publiques provinciales et territoriales devraient dépenser près de 3,5 G\$ en 2021, une croissance annuelle de 22,0 %. Les administrations publiques locales, quant à elles, devraient dépenser 5,2 G\$, soit autant qu'en 2020.

La croissance du Québec : la meilleure de toutes les provinces

Parmi les dix provinces et territoires qui afficheraient une croissance annuelle de leurs dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles en 2021, le Yukon devrait avoir la plus grande croissance avec 21,6 %, suivi par les Territoires du Nord-Ouest avec 13,4 % (voir le tableau 4). Le Québec occuperait la première place des provinces avec 10,9 %, suivi de près par le Nouveau-Brunswick avec 10,1%. L'Ontario

et l'Alberta suivraient avec des croissances de 9,1% et 5,1%, respectivement. Enfin, trois provinces et territoires observeraient des baisses de leurs dépenses en 2021.

L'Ontario et l'Alberta sont les deux provinces où les dépenses en immobilisations attendues pour 2021 sont les plus importantes au Canada : 83,9 G\$ et 52,3 G\$ respectivement. Leurs structures industrielles sont toutefois

bien différentes. En Alberta, un peu moins du tiers (17,1 G\$) des dépenses en immobilisations se trouvent dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. En Ontario, les trois secteurs les plus importants sont le transport et l'entreposage (12,8 G\$), les administrations publiques (12,5 G\$) et les services publics (12,4 G\$).

Tableau 4

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, ensemble du Canada, 2017 à 2021

Géographie	2017	2018	2019	2020 ^p	2021 ⁱ	Variation	
						2020/2019	2021/2020
M\$						%	
Canada	239 906,4	263 396,9	273 776,1	248 679,3	266 182,6	- 9,2	7,0
Terre-Neuve-et-Labrador	7 784,3	6 649,0	7 241,0	4 946,2	4 926,6	- 31,7	- 0,4
Île-du-Prince-Édouard	663,0	730,2	726,8	795,2	708,2	9,4	- 10,9
Nouvelle-Écosse	4 197,1	4 180,8	4 250,2	4 333,8	4 255,9	2,0	- 1,8
Nouveau-Brunswick	4 000,8	4 503,3	4 034,9	3 612,4	3 977,4	- 10,5	10,1
Québec	37 629,6	42 802,6	45 782,1	43 556,2	48 293,9	- 4,9	10,9
Ontario	69 072,9	81 921,3	83 810,7	76 907,0	83 886,0	- 8,2	9,1
Manitoba	9 139,7	9 392,1	9 476,2	7 770,8	7 816,5	- 18,0	0,6
Saskatchewan	15 743,1	15 481,3	14 791,5	12 386,9	12 807,3	- 16,3	3,4
Alberta	60 249,9	62 301,0	59 440,5	49 750,0	52 284,1	- 16,3	5,1
Colombie-Britannique	28 999,9	32 037,9	41 257,4	42 253,5	44 643,9	2,4	5,7
Yukon	363,1	752,8	593,8	465,9	566,4	- 21,5	21,6
Territoires du Nord-Ouest	875,3	866,3	724,4	790,0	896,0	9,1	13,4
Nunavut	1 187,7	1 778,4	1 646,7	1 111,4	1 120,4	- 32,5	0,8

^p Données provisoires.

ⁱ Intentions.

1. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de Statistique Canada.

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

14,7 % d'augmentation en construction de bâtiments non résidentiels en 2019

Au Québec, la croissance se poursuit pour la construction de bâtiments non résidentiels avec 14,7 % en 2019, pour se situer à 11,9 G\$ (+ 19,6 % en 2018). De ce montant, 5,3 G\$ ont été investis dans les immeubles commerciaux, dont 2,2 G\$ dans les immeubles de bureaux et 640,5 M\$ dans les aéroports. Par ailleurs, 4,0 G\$ ont été investis dans les

bâtiments institutionnels, dont 2,0 G\$ dans les bâtiments d'enseignement et 718,9 M\$ dans les hôpitaux. Enfin, 2,7 G\$ ont été investis dans les bâtiments industriels, principalement dans les usines de fabrication.

Les dépenses en travaux de génie se chiffrent quant à elles à 16,8 G\$ en 2019 (+ 3,6 %). C'est dans les infrastructures liées aux transports que l'on retrouve les dépenses les plus importantes avec 7,3 G\$. Viennent ensuite les infrastructures liées à l'énergie électrique

avec 3,3 G\$, les autres travaux de génie avec 1,4 G\$ et la construction liée aux installations minières avec 1,4 G\$.

Les dépenses de 17,1 G\$ en matériel et outillage en 2019 surpassent celles en travaux de génie. De ce montant, 2,8 G\$ ont été investis en ordinateurs et matériel de bureau (sauf logiciels), 2,7 G\$ en matériel de transformation et 2,5 G\$ en camions lourds et de poids moyen, autobus et autres véhicules automobiles.

Tableau 5

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon le type d'actif, ensemble du Québec, 2017 à 2019

	2017	2018	2019	Variation	
	M\$			2018/2017	2019/2018
				%	
Construction de bâtiment non résidentiel	8 669,6	10 366,7	11 889,3	19,6	14,7
Bâtiments industriels	1 687,0	1 963,9	2 656,2	16,4	35,3
Immeubles commerciaux	3 703,6	4 204,3	5 282,7	13,5	25,6
Bâtiments institutionnels	3 279,0	4 198,6	3 950,3	28,0	-5,9
Travaux de génie	14 810,5	16 193,2	16 774,9	9,3	3,6
Infrastructures de génie maritime	210,3	x	227,3	..	..
Infrastructures de génie liées aux transports	5 461,1	6 736,5	7 314,4	23,4	8,6
Infrastructures d'adduction et de distribution d'eau	780,3	798,5	828,8	2,3	3,8
Infrastructures pour les eaux usées	456,8	693,3	685,3	51,8	-1,2
Réseaux de communication	1 336,2	1 302,1	1 175,8	-2,6	-9,7
Infrastructures liées à l'énergie électrique	3 987,7	x	3 262,4	..	..
Constructions liées aux installations de pétrole et de gaz	384,4	523,8	510,1	36,3	-2,6
Constructions liées aux installations minières	1 151,2	1 337,5	1 384,7	16,2	3,5
Autres travaux de génie	1 042,5	1 542,9	1 386,0	48,0	-10,2
Matériel et outillage	14 149,4	16 242,7	17 117,9	14,8	5,4
Automobiles et camions légers	1 274,1	1 428,9	1 636,5	12,1	14,5
Camions lourds et de poids moyen, autobus et autres véhicules automobiles	1 952,3	2 363,4	2 484,0	21,1	5,1
Autre matériel de transport	1 311,2	1 901,9	1 093,2	45,1	-42,5
Matériel de transformation	2 330,2	2 223,1	2 704,6	-4,6	21,7
Autres machines et matériel industriels	1 486,8	1 841,7	1 860,4	23,9	1,0
Ordinateurs et matériel de bureau, sauf logiciels	2 291,7	2 664,6	2 761,2	16,3	3,6
Télécommunications, câblodistribution et diffusion	1 184,5	1 010,4	1 045,4	-14,7	3,5
Machines et matériel pour le commerce et les industries de services	327,4	548,9	564,7	67,7	2,9
Instruments et matériel scientifiques	706,0	686,3	747,5	-2,8	8,9
Autres machines et matériel	1 285,3	1 573,4	2 220,4	22,4	41,1

.. Donnée non disponible.

x Donnée confidentielle.

Notes : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Les indicateurs de qualité ne sont pas disponibles selon le type d'actif.

Les dépenses des sous-secteurs suivants sont exclues : Ménages privés (814), Administrations publiques autochtones (914) et Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux (919).

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Investissements pour certains produits de propriété intellectuelle

En 2019, les dépenses pour certains produits de propriété intellectuelle se sont élevées à plus de 3,8 G\$, avec 3,3 G\$ en logiciels et 482,6 M\$ en prospection minière (voir le tableau 6). Les intentions de dépenses pour la prospection pétrolière, gazière et minière indiquent une valeur de 644,1 M\$ en 2021.

Réalisation des données provisoires et des intentions diffusées en 2020

De manière générale, les données révisées portant sur les dépenses en immobilisations non résidentielles réelles 2019 et provisoires 2020 diffusées en 2021 sont supérieures à celles présentées dans l'édition de 2020, à l'exception des dépenses réelles 2019 pour le matériel et l'outillage de propriété publique (voir le tableau 8).

Baisse de 6,5 % pour la construction résidentielle en 2020

En 2020, les dépenses en construction résidentielle sont en baisse de 6,5 % (voir le tableau 7). Ces dépenses sont passées de 25,7 G\$ en 2019 à 24,0 G\$ en 2020. Cette diminution en 2020 est attribuable principalement à la rénovation (-12,1%). Les dépenses en nouvelles constructions sont, quant à elles, en hausse de 1,0 %.

Tableau 6

Dépenses en immobilisations non résidentielles pour certains produits de propriété intellectuelle, ensemble du Québec, 2017 à 2021

	2017	2018	2019	2020 ^p	2021 ⁱ	Variation	
						2020/2019	2021/2020
	M\$					%	
Prospection pétrolière, gazière et minière	x	x	x	336,1	644,1	..	91,6
Forage d'exploration pétrolier et gazier	x	x	..	..	..	..	..
Dépenses géologiques, géophysiques et autres coûts d'exploration et d'évaluation pétrolière et gazière	x	x	x	..	..	..	..
Prospection minière	578,4	560,0	482,6	..	..	-3,2 [†]	-13,8 [†]
Logiciel	1 897,5	2 500,1	3 343,0	..	..	31,0 [†]	33,7 [†]

.. Donnée non disponible.

p Données provisoires.

i Intentions.

x Donnée confidentielle.

† La variation annuelle des dépenses en logiciel est calculée pour 2018 et 2019.

Notes : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Les dépenses des sous-secteurs suivants sont exclues : « Administrations publiques autochtones (914) » et « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux (919) ».

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7

Dépenses en construction résidentielle, ensemble du Québec, 2017 à 2020

Type de travaux et actif	2016	2017	2018	2019	2020 ^p	Variation 2020/2019
	M\$					%
Nouvelles constructions	7 422,5	8 782,8	10 157,9	10 878,2	10 985,5	1,0
Unifamiliales	2 742,4	2 784,0	2 839,4	2 914,6	3 156,7	8,3
Simples	2 720,4	2 760,9	2 783,8	2 850,9	3 100,6	8,8
Mobiles	18,5	19,4	15,9	13,5	17,4	28,9
Chalets ¹	3,5	3,8	39,7	50,3	38,7	- 23,1
Multifamiliales	4 680,0	5 998,8	7 318,5	7 963,5	7 828,8	- 1,7
Doubles	368,6	382,5	457,7	500,7	613,0	22,4
En rangée	329,4	364,5	402,0	407,9	408,2	0,1
Appartements	3 982,0	5 251,8	6 458,8	7 054,9	6 807,6	- 3,5
Rénovations	12 402,0	13 204,5	14 333,8	14 818,8	13 032,4	- 12,1
Unifamiliales	7 247,7	7 936,9	8 295,5	8 419,2	7 940,0	- 5,7
Multifamiliales	5 154,3	5 267,6	6 038,4	6 399,5	5 092,4	- 20,4
Total	19 824,4	21 987,3	24 491,7	25 696,9	24 017,9	- 6,5

p Données provisoires.

1. À partir de 2018, les travaux effectués pour les chalets dont la valeur des permis excèdent 50 000 dollars ne seront plus codés dans les constructions unifamiliales. Par conséquent, les données de 2018 et les subséquentes ne sont pas comparables avec les années précédentes.

Notes : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Les nouvelles constructions incluent les transformations (ajout de logements). La rénovation inclut les projets résidentiels mineurs (évalués à moins de 50 000 \$), les améliorations, et les autres travaux tels que les garages et les piscines.

Les indicateurs de qualité ne sont pas disponibles pour les dépenses en immobilisations résidentielles.

Source : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8

Différences entre les données réelles, provisoires et perspectives, ensemble du Québec, 2019 et 2020

	2019 ^p	2019	2020 ⁱ	2020 ^p	Variation	
					2019/2019 ^p	2020 ^p /2020 ⁱ
	M\$				%	
Privé	21 548,5	23 403,3	19 447,8	20 180,4	8,6	3,8
Construction non résidentielle	9 020,5	9 930,6	8 809,5	8 992,7	10,1	2,1
Matériel et outillage	12 528,0	13 472,7	10 638,3	11 187,7	7,5	5,2
Public	21 744,3	22 378,8	22 253,1	23 375,8	2,9	5,0
Construction non résidentielle	18 072,9	18 733,6	18 099,9	19 038,5	3,7	5,2
Matériel et outillage	3 671,4	3 645,2	4 153,2	4 337,3	-0,7	4,4
Industries productrices de biens (11-33)	13 996,9	14 826,7	12 407,8	13 635,7	5,9	9,9
Construction non résidentielle	7 653,3	8 155,4	6 685,2	7 596,4	6,6	13,6
Matériel et outillage	6 343,6	6 671,4	5 722,5	6 039,6	5,2	5,5
Industries productrices de services (41-91)	29 296,0	30 955,4	29 293,1	29 920,5	5,7	2,1
Construction non résidentielle	19 440,1	20 508,8	20 224,2	20 434,8	5,5	1,0
Matériel et outillage	9 855,9	10 446,5	9 069,0	9 485,4	6,0	4,6
Ensemble des industries	43 292,8	45 782,1	41 700,9	43 556,2	5,7	4,4
Construction non résidentielle	27 093,4	28 664,2	26 909,3	28 031,2	5,8	4,2
Matériel et outillage	16 199,4	17 117,9	14 791,5	15 525,0	5,7	5,0

p Données provisoires.

i Intentions.

Notes : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Les dépenses des sous-secteurs suivants sont exclues : « Administrations publiques autochtones (914) » et « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux (919) ».

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Définitions des concepts

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Construction résidentielle

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

Mise en garde

Les intentions pour 2021 ainsi que les données provisoires pour 2020, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2020, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisations sont importantes entre les intentions, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données.

Différence entre les dépenses en immobilisations de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et la formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisations ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses ni à celles de l'investissement du programme Stock et consommation de capital fixe non résidentiel de Statistique Canada.

Les données provenant de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du système de comptabilité nationale. Cette dernière est un concept plus large, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, les bâtiments résidentiels et les produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisations « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelés « construction » et « matériel et outillage » dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Ajustements :

- Ajout des immobilisations incluses aux dépenses d'exploitation ;
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels ;
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux ;
- Analyse de la cohérence, pour les voitures, les camions et les aéronefs, entre la production, le commerce, les stocks et les investissements ;
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles ;
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération ;
- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes ;
- Ajout des coûts de transfert ;
- Sectorisation et reclassification des répondants de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* entre le secteur des entreprises, des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages ;
- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois.

La différence entre les dépenses en immobilisations publiques de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et la formation brute de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques s'explique principalement par le traitement des entreprises publiques qui diffère entre les deux produits de données. Dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, les dépenses en immobilisations des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisations des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisations liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

Dans la collection *Investissements privés et publics*

À paraître

Québec et ses régions, intentions 2021

2021

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisation pour la période allant de 2006 à 2020 sont disponibles à l'adresse suivante : statistique.quebec.ca/fr/recherche? sujet=investissements

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2021). « Perspectives québécoises 2021 », *Investissements privés et publics*, [En ligne], Institut de la statistique du Québec, p. 1-11. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/investissements-privés-et-publics-perspectives-quebécoises-2021.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Guillaume Marchand

Direction des statistiques économiques :

Mario Beaulieu

Avec la collaboration de :

Julie Boudreault, révision linguistique
Isabelle Jacques, mise en page

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2021
ISSN 2563-6286 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction